

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

Le ministère du Procureur général est chargé de l'administration et de la prestation des services de justice dans toutes les communautés de l'Ontario. Il coordonne l'administration des services dispensés par les tribunaux criminels, les tribunaux civils et les tribunaux de la famille grâce à un réseau de plus de 250 greffes, et offre des services aux tribunaux et des services d'aide judiciaire. Le ministère intente des poursuites en vertu du *Code criminel* du Canada, de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et de lois provinciales. Il met en place un réseau de services intégrés et améliorés à l'intention des victimes d'actes criminels à qui il offre un vaste éventail de services, tels que le Programme d'aide aux victimes et aux témoins. Font également partie du ministère, le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. Le ministère offre aussi des conseils d'experts juridiques aux ministères, organismes, conseils et commissions du gouvernement, et conseille le gouvernement dans les affaires de droit constitutionnel et de droit civil intentées au nom de la Couronne. Il supervise de nombreux organismes, conseils et commissions, comme la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels, l'Office des affaires des victimes d'actes criminels, la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario. Le ministère subventionne également les services d'Aide juridique Ontario et administre l'Unité des enquêtes spéciales.

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
301 Programme d'administration du ministère	148 156 200	145 192 600	2 963 600	138 018 459
302 Programme de poursuites contre les criminels	221 464 500	207 297 900	14 166 600	184 622 563
303 Programme des services de justice à la famille	354 735 000	340 629 500	14 105 500	327 454 023
304 Programme des services juridiques	67 083 600	68 098 600	(1 015 000)	62 763 151
305 Programme des services aux tribunaux	344 655 900	336 789 700	7 866 200	332 976 069
306 Programme des services aux victimes	108 433 100	90 148 900	18 284 200	80 895 422
Moins : Mandats spéciaux	400 735 000	-	400 735 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	843 793 300	1 188 157 200	(344 363 900)	1 126 729 687
Mandats spéciaux	400 735 000	-	400 735 000	-
Crédits législatifs	4 764 699	4 752 244	12 455	39 051 157
Total du ministère - Charges de fonctionnement	1 249 292 999	1 192 909 444	56 383 555	1 165 780 844
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	66 273 000	37 275 000	28 998 000	66 717 600
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	1 315 565 999	1 230 184 444	85 381 555	1 232 498 444
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
303 Programme des services de justice à la famille	761 000	1 218 000	(457 000)	-
TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	761 000	1 218 000	(457 000)	-
Total du ministère - Actif de fonctionnement	761 000	1 218 000	(457 000)	-

SOMMAIRE - PROGRAMME DU MINISTÈRE

(\$)

CRÉDIT PROGRAMME	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
301 Programme d'administration du ministère	44 827 900	44 675 700	152 200	39 835 765
305 Programme des services aux tribunaux	22 255 000	18 564 000	3 691 000	10 332 628
Moins : Mandats spéciaux	20 000 000	-	20 000 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	47 082 900	63 239 700	(16 156 800)	50 168 393
Mandats spéciaux	20 000 000	-	20 000 000	-
Total du ministère - Charges d'immobilisations	67 082 900	63 239 700	3 843 200	50 168 393
Redressement de consolidation net - Aide juridique Ontario	3 880 000	3 880 000	-	3 840 000
Total, y compris redressement de consolidation et autres redressements	70 962 900	67 119 700	3 843 200	54 008 393
Total du ministère - Fonctionnement et immobilisations, y compris redressement de consolidation et autres redressements (actif non compris)	1 386 528 899	1 297 304 144	89 224 755	1 286 506 837

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances; ressources humaines; gestion des urgences; gestion des installations; recherche et analyse; coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Division des politiques et la Direction des communications.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration du ministère	148 156 200	145 192 600	2 963 600	138 018 459
	Total, y compris mandats spéciaux	148 156 200	145 192 600	2 963 600	138 018 459
	Moins : Mandats spéciaux	51 862 000	-	51 862 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	96 294 200	145 192 600	(48 898 400)	138 018 459
	Mandats spéciaux	51 862 000	-	51 862 000	-
L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	46 858	37 550	9 308	35 211
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	15 841	12 694	3 147	12 421
	Total - Crédits législatifs	62 699	50 244	12 455	47 632
	Total - Charges de fonctionnement	148 218 899	145 242 844	2 976 055	138 066 091
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
2	Renouvellement des installations	44 827 900	44 675 700	152 200	39 835 765
	Total, y compris mandats spéciaux	44 827 900	44 675 700	152 200	39 835 765
	Moins : Mandats spéciaux	12 000 000	-	12 000 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	32 827 900	44 675 700	(11 847 800)	39 835 765
	Mandats spéciaux	12 000 000	-	12 000 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	44 827 900	44 675 700	152 200	39 835 765

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
301-1	Administration du ministère		
	Traitements et salaires		16 802 700
	Avantages sociaux		1 535 900
	Transports et communications		578 700
	Services		128 827 400
	Fournitures et matériel		413 500
	Total partiel		148 158 200
	Moins : Recouvrements		2 000
	Total - Charges de fonctionnement		148 156 200
<i>Sous-postes :</i>			
<i>Bureau principal</i>			
	Traitements et salaires	1 344 300	
	Avantages sociaux	138 200	
	Transports et communications	13 300	
	Services	429 600	
	Fournitures et matériel	20 800	1 946 200
<i>Services de communication</i>			
	Traitements et salaires	1 712 700	
	Avantages sociaux	108 700	
	Transports et communications	20 100	
	Services	50 100	
	Fournitures et matériel	80 900	1 972 500
<i>Services de vérification</i>			
	Services	1 420 500	1 420 500
<i>Services des installations</i>			
	Traitements et salaires	2 383 200	
	Avantages sociaux	239 200	
	Transports et communications	161 800	
	Services	32 900	
	Fournitures et matériel	161 000	
	Total partiel	2 978 100	
	Moins : Recouvrements d'autres activités	1 000	2 977 100

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Locaux - Frais de location*

Services	125 203 400	125 203 400
----------	-------------	-------------

Planification opérationnelle

Traitements et salaires	4 395 000	
Avantages sociaux	444 200	
Transports et communications	180 600	
Services	1 303 200	
Fournitures et matériel	32 500	6 355 500

Ressources humaines

Traitements et salaires	3 781 400	
Avantages sociaux	262 600	
Transports et communications	174 200	
Services	119 500	
Fournitures et matériel	107 500	4 445 200

Division des politiques

Traitements et salaires	3 186 100	
Avantages sociaux	343 000	
Transports et communications	28 700	
Services	268 200	
Fournitures et matériel	10 800	
Total partiel	3 836 800	

Moins : Recouvrements d'autres ministères	1 000	3 835 800
---	-------	-----------

Total - Charges de fonctionnement		148 156 200
--	--	--------------------

Crédits législatifs

L	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	46 858
L	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	15 841

Total (Charges de fonctionnement) - Programme d'administration du ministère		148 218 899
--	--	--------------------

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE - CRÉDIT 301, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
301-2	Renouvellement des installations	
	Autres opérations	
	Investissements dans les immobilisations	44 827 900
Total - Charges d'immobilisations		44 827 900
Total (Charges d'immobilisations) - Programme d'administration du ministère		44 827 900

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Unité des enquêtes spéciales	5 716 700	5 517 600	199 100	5 403 101
2	Droit criminel	212 031 000	198 063 500	13 967 500	175 452 665
3	Projet de la justice applicable aux Autochtones	3 716 800	3 716 800	-	3 766 797
	Total, y compris mandats spéciaux	221 464 500	207 297 900	14 166 600	184 622 563
	Moins : Mandats spéciaux	66 270 000	-	66 270 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	155 194 500	207 297 900	(52 103 400)	184 622 563
	Mandats spéciaux	66 270 000	-	66 270 000	-
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>	1 000	1 000	-	738 802
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	738 802
	Total - Charges de fonctionnement	221 465 500	207 298 900	14 166 600	185 361 365

PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS - CRÉDIT 302, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
302-1	Unité des enquêtes spéciales		
	Traitements et salaires		4 234 200
	Avantages sociaux		639 800
	Transports et communications		172 800
	Services		391 500
	Fournitures et matériel		278 400
	Total - Charges de fonctionnement		5 716 700
302-2	Droit criminel		
	Traitements et salaires		150 560 700
	Avantages sociaux		18 093 200
	Transports et communications		5 150 200
	Services		24 363 300
	Fournitures et matériel		5 253 600
	Paiements de transfert		
	Comités de justice pour la jeunesse	4 080 000	
	Programmes de déjudiciarisation	4 530 000	8 610 000
	Total - Charges de fonctionnement		212 031 000
Crédits législatifs			
	Autres opérations		
L	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie</i>		1 000
302-3	Projet de la justice applicable aux Autochtones		
	Paiements de transfert		
	Programme des travailleurs judiciaires autochtones	2 866 400	
	Projets de la justice applicable aux Autochtones	850 400	3 716 800
	Total - Charges de fonctionnement		3 716 800
Total (Charges de fonctionnement) - Programme de poursuites contre les criminels			221 465 500

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom de personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires liées à la protection de l'enfance, à un divorce ou une séparation, ainsi qu'aux contentieux civils et aux dossiers de succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il est responsable de l'Aide juridique Ontario et du Programme de vérification et de supervision des libérations sous caution.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Services de justice à la famille	70 847 400	71 126 900	(279 500)	67 153 623
2	Aide juridique Ontario	283 887 600	269 502 600	14 385 000	260 300 400
	Total, y compris mandats spéciaux	354 735 000	340 629 500	14 105 500	327 454 023
	Moins : Mandats spéciaux	109 560 000	-	109 560 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	245 175 000	340 629 500	(95 454 500)	327 454 023
	Mandats spéciaux	109 560 000	-	109 560 000	-
	Total - Charges de fonctionnement	354 735 000	340 629 500	14 105 500	327 454 023
ACTIF DE FONCTIONNEMENT					
3	Aide juridique Ontario	761 000	1 218 000	(457 000)	-
	TOTAL À VOTER - ACTIF DE FONCTIONNEMENT	761 000	1 218 000	(457 000)	-
	Total - Actif de fonctionnement	761 000	1 218 000	(457 000)	-

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

303-1	Services de justice à la famille		
	Traitements et salaires		29 619 100
	Avantages sociaux		3 820 900
	Transports et communications		1 842 200
	Services		24 614 400
	Fournitures et matériel		802 500
	Paiements de transfert		
	Visites surveillées	3 939 700	
	Vérification et supervision des libérations sous caution	6 199 700	
	Victimes de mauvais traitements	83 900	10 223 300
	Total partiel		70 922 400
	Moins : Recouvrements		75 000
	Total - Charges de fonctionnement		70 847 400

*Sous-postes :**Gestion des programmes*

	Traitements et salaires	922 700	
	Avantages sociaux	134 700	
	Transports et communications	26 200	
	Services	232 400	
	Fournitures et matériel	35 000	1 351 000

Avocat des enfants

	Traitements et salaires	5 939 700	
	Avantages sociaux	780 200	
	Transports et communications	240 800	
	Services	19 733 700	
	Fournitures et matériel	153 000	
	Total partiel	26 847 400	
	Moins : Recouvrements	75 000	26 772 400

Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)

	Traitements et salaires	22 497 300	
	Avantages sociaux	2 855 500	
	Transports et communications	1 521 500	
	Services	4 572 500	
	Fournitures et matériel	603 300	32 050 100

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Visites surveillées*

Traitements et salaires	206 700	
Avantages sociaux	43 100	
Transports et communications	51 600	
Services	74 600	
Fournitures et matériel	9 100	
Paiements de transfert		
Visites surveillées	3 939 700	4 324 800

Vérification et supervision des libérations sous caution

Traitements et salaires	52 700	
Avantages sociaux	7 400	
Transports et communications	2 100	
Services	1 200	
Fournitures et matériel	2 100	
Paiements de transfert		
Vérification et supervision des libérations sous caution	6 199 700	6 265 200

Victimes de mauvais traitements

Paiements de transfert		
Victimes de mauvais traitements	83 900	83 900

Total - Charges de fonctionnement**70 847 400**

303-2 Aide juridique Ontario

Paiements de transfert		
Réinvestissements dans le Fonds d'aide juridique	472 000	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services aux clients	222 786 600	
Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration	27 348 100	
Cliniques juridiques communautaires financées dans le cadre du Fonds d'aide juridique	33 280 900	283 887 600

Total - Charges de fonctionnement**283 887 600****Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille****354 735 000**

PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE - CRÉDIT 303, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

303-3	Aide juridique Ontario	
	Dépôts et charges payées d'avance	761 000
	Total à voter - Actif de fonctionnement	761 000
	Total (Actif de fonctionnement) - Programme des services de justice à la famille	761 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304

Ce programme appuie le rôle du procureur général en qualité de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il offre au gouvernement des conseils experts en matière de droit et le représente devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère, notamment la Commission de révision de l'évaluation foncière, la Commission des affaires municipales de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne et le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

Le ministère administre aussi les renseignements au public.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Organismes, conseils et commissions	43 811 500	47 829 900	(4 018 400)	44 820 844
2	Services juridiques	18 846 400	16 422 100	2 424 300	14 197 653
3	Services des conseillers législatifs	4 425 700	3 846 600	579 100	3 744 654
	Total, y compris mandats spéciaux	67 083 600	68 098 600	(1 015 000)	62 763 151
	Moins : Mandats spéciaux	27 673 000	-	27 673 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	39 410 600	68 098 600	(28 688 000)	62 763 151
	Mandats spéciaux	27 673 000	-	27 673 000	-
L	<i>Loi sur les actions contre la Couronne</i>	1 000	1 000	-	35 218 353
	Total - Crédits législatifs	1 000	1 000	-	35 218 353
	Total - Charges de fonctionnement	67 084 600	68 099 600	(1 015 000)	97 981 504

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-1	Organismes, conseils et commissions		
	Traitements et salaires		20 494 800
	Avantages sociaux		2 539 500
	Transports et communications		2 377 100
	Services		16 759 500
	Fournitures et matériel		640 600
	Paiements de transfert		
	Renseignements au public - Aide communautaire		1 000 000
	Total - Charges de fonctionnement		43 811 500

*Sous-postes :**Commission de révision de l'évaluation foncière*

	Traitements et salaires	4 028 900	
	Avantages sociaux	463 000	
	Transports et communications	738 500	
	Services	2 163 700	
	Fournitures et matériel	224 900	7 619 000

Commission des affaires municipales de l'Ontario

	Traitements et salaires	5 009 600	
	Avantages sociaux	648 600	
	Transports et communications	700 700	
	Services	334 300	
	Fournitures et matériel	91 000	6 784 200

Commission ontarienne des droits de la personne

	Traitements et salaires	10 463 400	
	Avantages sociaux	1 297 500	
	Transports et communications	639 500	
	Services	1 289 000	
	Fournitures et matériel	270 600	13 960 000

Tribunal des droits de la personne de l'Ontario

	Traitements et salaires	712 900	
	Avantages sociaux	89 400	
	Transports et communications	54 800	
	Services	64 400	
	Fournitures et matériel	20 000	941 500

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Renseignements au public*

Traitements et salaires	280 000	
Avantages sociaux	41 000	
Transports et communications	243 600	
Services	12 907 100	
Fournitures et matériel	34 100	
Paiements de transfert		
Renseignements au public - Aide communautaire	1 000 000	14 505 800

Commissions royales

Services	1 000	1 000
----------	-------	-------

Total - Charges de fonctionnement**43 811 500**

304-2 Services juridiques

Traitements et salaires		97 348 300
Avantages sociaux		9 102 000
Transports et communications		215 600
Services		2 908 200
Fournitures et matériel		251 900
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	50 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	5 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	300 000	355 000

Total partiel 110 181 000

Moins : Recouvrements 91 334 600

Total - Charges de fonctionnement 18 846 400

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT*Sous-postes :**Droit civil et constitutionnel*

Traitements et salaires	16 637 100	
Avantages sociaux	2 086 100	
Transports et communications	215 600	
Services	2 908 200	
Fournitures et matériel	251 900	
Paiements de transfert		
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Indemnisation des victimes	50 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Recouvrement des coûts	5 000	
Recours civils à l'égard d'activités illicites - <i>Loi sur les recours civils</i> - Subventions	300 000	355 000
Total partiel	22 453 900	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	3 608 500	18 845 400
<i>Services juridiques détachés</i>		
Traitements et salaires	80 711 200	
Avantages sociaux	7 015 900	
Total partiel	87 727 100	
Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités	87 726 100	1 000
Total - Charges de fonctionnement		18 846 400

Crédits législatifs

Autres opérations

L *Loi sur les actions contre la Couronne* 1 000

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES - CRÉDIT 304, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT -
 POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
 N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

304-3	Services des conseillers législatifs	
	Traitements et salaires	5 401 500
	Avantages sociaux	539 400
	Transports et communications	33 800
	Services	260 000
	Fournitures et matériel	55 000
	Total partiel	6 289 700
	Moins : Recouvrements	1 864 000
	Total - Charges de fonctionnement	4 425 700
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services juridiques	67 084 600

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils et de la famille de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de mettre en place un système de justice moderne, sûr et accessible.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Administration de la justice	220 665 200	216 114 000	4 551 200	216 982 739
2	Services judiciaires	123 990 700	120 675 700	3 315 000	115 993 330
	Total, y compris mandats spéciaux	344 655 900	336 789 700	7 866 200	332 976 069
	Moins : Mandats spéciaux	103 614 000	-	103 614 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	241 041 900	336 789 700	(95 747 800)	332 976 069
	Mandats spéciaux	103 614 000	-	103 614 000	-
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000	4 700 000	-	3 046 370
	Total - Crédits législatifs	4 700 000	4 700 000	-	3 046 370
	Total - Charges de fonctionnement	349 355 900	341 489 700	7 866 200	336 022 439
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	Construction de tribunaux	22 255 000	18 564 000	3 691 000	10 332 628
	Total, y compris mandats spéciaux	22 255 000	18 564 000	3 691 000	10 332 628
	Moins : Mandats spéciaux	8 000 000	-	8 000 000	-
	TOTAL À VOTER - CHARGES D'IMMOBILISATIONS	14 255 000	18 564 000	(4 309 000)	10 332 628
	Mandats spéciaux	8 000 000	-	8 000 000	-
	Total - Charges d'immobilisations	22 255 000	18 564 000	3 691 000	10 332 628

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX - CRÉDIT 305, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -

POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES

N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

305-1	Administration de la justice	
	Traitements et salaires	148 085 600
	Avantages sociaux	21 901 300
	Transports et communications	8 238 500
	Services	28 885 400
	Fournitures et matériel	13 554 400
	Total - Charges de fonctionnement	220 665 200

Crédits législatifs

	Autres opérations	
L	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	4 700 000
305-2	Services judiciaires	
	Traitements et salaires	99 036 100
	Avantages sociaux	12 650 600
	Transports et communications	4 439 900
	Services	7 162 400
	Fournitures et matériel	700 700
	Paiements de transfert	
	Subventions - Institut national de la magistrature/Conférence des juges	1 000
	Total - Charges de fonctionnement	123 990 700

Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux tribunaux 349 355 900

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

305-3	Construction de tribunaux	
	Autres opérations	
	Investissements dans les immobilisations	22 255 000
	Total - Charges d'immobilisations	22 255 000
	Total (Charges d'immobilisations) - Programme des services aux tribunaux	22 255 000

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

SOMMAIRE - CRÉDIT

(\$)

POSTE N°	POSTE	Prévisions 2007-2008	Prévisions 2006-2007	Différence entre 2007-2008 et 2006-2007	Chiffres réels 2005-2006
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
1	Gestion des services aux victimes	56 877 700	53 807 100	3 070 600	46 382 748
2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins	16 525 200	16 038 900	486 300	13 971 883
3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	35 030 200	20 302 900	14 727 300	20 540 791
Total, y compris mandats spéciaux		108 433 100	90 148 900	18 284 200	80 895 422
Moins : Mandats spéciaux		41 756 000	-	41 756 000	-
TOTAL À VOTER - CHARGES DE FONCTIONNEMENT		66 677 100	90 148 900	(23 471 800)	80 895 422
Mandats spéciaux		41 756 000	-	41 756 000	-
Total - Charges de fonctionnement		108 433 100	90 148 900	18 284 200	80 895 422

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

(\$)

CRÉDIT -
POSTE CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES
N°

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

306-1	Gestion des services aux victimes		
	Traitements et salaires		6 327 400
	Avantages sociaux		931 700
	Transports et communications		720 900
	Services		2 387 100
	Fournitures et matériel		224 600
	Paiements de transfert		
	Leurre des enfants par Internet	449 700	
	Initiatives communautaires contre les crimes haineux	1 350 000	
	Financement d'urgence aux victimes	2 000 000	
	Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord)	7 677 600	
	Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	8 626 700	
	Projets spéciaux d'aide aux victimes	2 782 500	
	Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	12 993 300	
	Programme des enfants témoins	330 000	
	SupportLink	476 200	
	Programme de subventions aux communautés	9 300 000	
	Services juridiques spécialisés - Barbra Schlifer Clinic	300 000	46 286 000
	Total - Charges de fonctionnement		56 877 700
306-2	Programme d'aide aux victimes et aux témoins		
	Traitements et salaires		12 092 600
	Avantages sociaux		1 894 900
	Transports et communications		890 000
	Services		1 203 300
	Fournitures et matériel		444 400
	Total - Charges de fonctionnement		16 525 200

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES - CRÉDIT 306, suite

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES, suite

(\$)

CRÉDIT - POSTE N°	CATÉGORIE DE DÉPENSES PAR POSTE ET SOUS-POSTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
306-3	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels	
	Traitements et salaires	2 194 900
	Avantages sociaux	297 600
	Transports et communications	169 400
	Services	2 442 100
	Fournitures et matériel	159 500
	Paiements de transfert	
	Indemnisation des victimes d'actes criminels	29 766 700
	Total - Charges de fonctionnement	35 030 200
	Total (Charges de fonctionnement) - Programme des services aux victimes	108 433 100

RAPPROCHEMENT AVEC LES DONNÉES PUBLIÉES ANTÉRIEUREMENT

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	Prévisions 2006-2007 \$	Chiffres réels 2005-2006 \$
Total - Charges de fonctionnement (données publiées antérieurement*)	1 196 460 944	1 170 506 674
Réorganisation gouvernementale		
Transfert de fonctions d'autres ministères	1 020 700	-
Transfert de fonctions à d'autres ministères	(4 572 200)	(4 725 830)
Total - Charges de fonctionnement (données ayant subi un retraitement)	1 192 909 444	1 165 780 844

*La rubrique Total - Charges de fonctionnement comprend les crédits législatifs, les mandats spéciaux et le total à voter - charges de fonctionnement. Les chiffres réels de 2005-2006 ont été rectifiés en fonction de la ou des nouvelles structures ministérielles en 2006-2007.